



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire**

**Portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une chaudière au sein de la raffinerie exploitée par la SARA sur la commune du Lamentin et modifiant les prescriptions relatives aux rejets atmosphériques et aqueux**

**LE PRÉFET**

- Vu le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1er, chapitre V, section 8 (installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite IED) et notamment son article R. 515-70 ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la décision d'exécution n° 2014/738/UE du 09 octobre 2014 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le raffinage de pétrole et de gaz ;
- Vu le décret du 5 février 2020 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. CAZELLES (Stanislas) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié autorisant la société SARA à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie sur la commune de Lamentin ;
- Vu le dossier de réexamen lié à la directive IED transmis le 17 juin 2016 ;
- Vu le dossier de porter à connaissance de remplacement de fours et mise en œuvre d'une nouvelle chaudière du 18 décembre 2019 ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 2 février 2022 ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 18 février 2022 ;

Considérant ce qui suit :

1. l'analyse du dossier de réexamen et les compléments apportés confirment la mise en œuvre par la SARA des conclusions du BREF pour le raffinage de pétrole et de gaz (BREF REF) mais que toutefois une mise à jour des prescriptions applicables au site est nécessaire afin, notamment, d'adapter les limites de rejets atmosphériques et prescrire la mise en œuvre de moyens matériels supplémentaires pour respecter les niveaux d'émergence réglementaire (nuisance so-

nores) ;

2. l'analyse du dossier de porter à connaissance susvisé montre la nécessité d'encadrer les rejets associés à la nouvelle chaudière repérée 031H0003 ;
3. en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement :
  - il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SARA pour son site du Lamentin, en vue de garantir les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
  - la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ne s'avère pas nécessaire compte tenu de l'absence d'impact particulier ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique,

## ARRÊTE

### Article 1

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA), dont le siège social est situé Zone industrielle de Californie, BP 436, 97292 Le Lamentin, dénommé ci-après l'exploitant, est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires ci-après relatives à l'exploitation de son établissement situé à la même adresse.

### Article 2 Application des meilleures techniques disponibles

Le périmètre auquel s'appliquent les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du Livre V du code de l'environnement est le suivant : réformage catalytique, dessalage, unité de combustion pour la production d'énergie, séparation des gaz, procédés consommant de l'hydrogène, distillation primaire, traitement des produits, stockage et manutention des produits de raffinage, traitement des gaz résiduels, traitement des eaux résiduelles, gestion des déchets.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables au site, telles que décrites en particulier dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au raffinage de pétrole et de gaz (BREF REF) ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R.515-62 du code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

### Article 3 Chaudière repérée 031H0003

La nouvelle chaudière repérée 031H0003 et ses équipements annexes sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés préfectoraux existants et les autres réglementations en vigueur.

### Article 4 Conditions générales de rejet

Le tableau présent à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2004 modifié est remplacé comme suit :

N° de conduit	Hauteur (m)	Installations raccordées	Puissance (MW)	Débit nominal (Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)
1	35	Fours 011F0001, 012F0001 et 012F0002	24,44	23830	8
2	29	Fours 013F0001, 013F0002, 013F0003, 014F0001 et 015F0001	11,85	13825	8
3	32	Four 016F0101	4,51	4160	8
4	25	Chaudière 031H0001	18,45	20670	8



N° de conduit	Hauteur (m)	Installations raccordées	Puissance (MW)	Débit nominal (Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)
5	25	TAC n°1	18	65100	8
6		Chaudière associée 032H0101			
7	25	TAC n°2	18	65100	8
8		Chaudière associée 032H0101			
9	40,7	Torche acide (HDS <sub>2</sub> , TACs)	/	/	/
10	40,7	Torche basique (U11/12/13/14/15/21 (Cleargen) et 031H0001)	/	/	/
11	13	Chaudière mobile 032H0301	13,6	14519	8
12	16	Surchauffeur de la chaudière mobile 032H0301		3160	8
13	10	GE de secours 032GDA0003	2,8	9485	25
14	21	Chaudière 031H0003	20,8	32100	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m<sup>3</sup>/h rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz secs.

## Article 5 Limites de rejets atmosphériques

Les valeurs limites des concentrations à l'émission fixées à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2004 (et modifiées par l'arrêté préfectoral du 7 août 2008) sont remplacées comme suit :

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> )	Concentration moyenne mensuelle (mg/Nm <sup>3</sup> )
Oxydes de soufre (en SO <sub>2</sub> )	900	600
Oxydes d'azote (en NO <sub>2</sub> )	350	300
CO	/	100
Poussières	/	50

Les valeurs limites d'émission sont rapportées à une teneur en oxygène, dans les gaz résiduaires secs, de 3 % à l'exception des rejets des TAC 1 et 2 (conduits n°5 à 8) où les résultats sont exprimés à une teneur en oxygène de 15 %.

Le même article est également complété de la manière suivante :

Les rejets issus de la chaudière repérée 031H0003 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/Nm <sup>3</sup> )
Poussières	25
Oxydes de soufre (en SO <sub>2</sub> )	600
Oxydes d'azote (en NO <sub>2</sub> )	300
CO	100
COVnm	110
Métaux	5
HAP	0,1
Benzène	2

Les valeurs limites d'émission sont rapportées à une teneur en oxygène, dans les gaz résiduaux secs, de 3 %.

Les rejets issus de l'unité de récupération des vapeurs (URV) du poste de chargement des camions doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

Paramètres	Concentration moyenne horaire
COVnm	10 g/Nm <sup>3</sup>
Benzène	1 mg/Nm <sup>3</sup>

## Article 6 Surveillance des émissions atmosphériques

Le tableau de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2004 (et modifié par l'arrêté préfectoral du 7 août 2008) fixant la fréquence et les paramètres objets de mesures comparative est remplacé par le tableau suivant :

Paramètre	Fréquence minimale de contrôle (conduits 1 à 6)
Débit	Annuelle
Température	
O <sub>2</sub>	
CO <sub>2</sub>	
Poussières	
Oxydes de soufre (en SO <sub>2</sub> )	
Oxydes d'azote (en NO <sub>2</sub> )	
CO	
COV	
Benzène	
Métaux	Semestrielle
Dioxines et furannes	Annuelle ou une fois par régénération <sup>(1)</sup>
<sup>(1)</sup> L'intervalle le plus long étant retenu	

L'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2004 est également complété comme suit :

La surveillance des rejets issus de l'unité de récupération des vapeurs (URV) du poste de chargement des camions est réalisée conformément aux dispositions de la directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil.

L'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2008 est remplacé comme suit :

2.6 Surveillance des émissions de la chaudière 032H0301 et du surchauffeur associé, ainsi que de la chaudière 031H0003 :

Les dispositions de l'article 2.1 ci-dessus sont applicables aux conduits n°11, 12 et 14.

Par ailleurs, l'exploitant effectue la surveillance en continu de l'opacité des fumées, de la teneur en O<sub>2</sub> et de la température.

La teneur en N et S du combustible est mesurée de façon semestrielle.

Les dispositions de l'article 2.2 ci-dessus sont applicables aux conduits n°11, 12 et 14 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence minimale des contrôles externes par un organisme agréé
Débit	semestrielle
Température	semestrielle
O <sub>2</sub>	semestrielle
CO	semestrielle
Poussières	annuelle
Oxydes de soufre (en SO <sub>2</sub> )	annuelle
Oxydes d'azote (en NO <sub>2</sub> )	annuelle
COVnm	annuelle
Métaux	semestrielle
HAP	annuelle
Benzène	annuelle

Le premier contrôle externe doit être effectué dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.

## **Article 7 Surveillance des émissions de COV**

Pour la surveillance des émissions diffuses de COV dans l'air sur l'ensemble du site, l'exploitant met en œuvre toutes les meilleures techniques suivantes :

- méthodes par reniflage associées à des courbes de corrélation pour les principaux équipements ;
- techniques de détection des gaz par imagerie optique ;
- calcul des émissions chroniques sur la base des facteurs d'émission validés périodiquement (une fois tous les deux ans, par exemple) par des mesures ;



- la détection et la quantification des émissions de l'ensemble du site au moyen de campagnes périodiques par des techniques basées sur l'absorption optique telles que le lidar à absorption différentielle (DIAL) ou la mesure en occultation solaire (SOF) constituent une technique complémentaire utile.

## **Article 8    Traitement des eaux résiduaires**

En vue de respecter les valeurs limites de rejets en concentration moyenne annuelle fixées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 modifié, l'exploitant optimise ses systèmes de traitement des effluents ou met en œuvre des étapes de traitement supplémentaires tel que prévu par la MTD 13 décrite dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au raffinage de pétrole et de gaz (BREF REF).

## **Article 9    Nuisances sonores – mise en conformité des installations**

Dans les 3 mois qui suivent la mise en service de la chaudière repérée 31H003, une campagne de mesures des niveaux acoustiques aux abords du site et dans les zones à émergence réglementée existantes autour du site sera réalisée afin de vérifier la conformité des installations exploitées par la SARA aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires éventuels.

Si des travaux complémentaires s'avèrent nécessaires, ils seront réalisés dans les 18 mois qui suivent la mise en service de la chaudière repérée 31H003, date à laquelle l'ensemble des installations exploitées par la SARA devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Si des travaux complémentaires ont été nécessaires, une campagne de mesures des niveaux acoustiques aux abords du site et dans les zones à émergence réglementée existantes autour du site sera réalisée dans les 3 mois qui suivent la réalisation de ces travaux afin de vérifier la conformité de l'ensemble des unités exploitées aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié. Les résultats des mesures seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires éventuels.

## **Article 10    Publication et notification**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de la Trinité, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune du Robert sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fort-de-France, le

10 MARS 2022

  
Le Préfet de la Martinique  
Stanislas CAZELLES

**Délai et voie de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).